

Accord départemental
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE DE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES
(Orne)
(19 juin 2009)

(Étendu par arrêté du 8 décembre 2009,
Journal officiel du 16 décembre 2009)

AVENANT N° 3 DU 2 NOVEMBRE 2016
RELATIF À LA PRÉVOYANCE
NOR : AGRS1797117M

Entre

FDSEA de l'Orne

FDCUMA de l'Orne

D'une part, et

Syndicat général agroalimentaire de l'Orne CFDT

SNCEA CFE-CGC

UR CFTC-Agri de Basse-Normandie

UD FO de l'Orne

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de l'Orne se sont accordés pour procéder à des aménagements de l'accord départemental du 19 juin 2009.

En conséquence, l'accord départemental prévoyance du 19 juin 2009 est modifié comme suit :

Article 1^{er}

L'article 4 « Garanties » est modifié.

La rédaction des points « Garantie décès » et « Garantie incapacité temporaire de travail » reste inchangée.

Les points « Garantie incapacité permanente professionnelle » et « Garantie en cas d'invalidité de 2^e et 3^e catégories (garantie incapacité permanente de travail d'origine privée) » sont modifiés.

Les points assurances charges sociales patronales et dispositions communes aux prestations visées aux paragraphes ci-dessus restent inchangés.

« Garantie incapacité permanente professionnelle

Les salariés qui justifient de 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise, bénéficieront, en cas d'incapacité permanente de travail résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, correspondant à un taux d'incapacité permanente égal ou supérieur à 2/3, d'une rente complémentaire versée chaque mois égale à :

- 25 % du salaire mensuel brut de référence. Le salaire mensuel brut de référence est égal à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci à moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise. »

Les autres dispositions de ce point restent inchangées.

« Garantie en cas d'invalidité de 2^e ou 3^e catégorie (garantie incapacité permanente de travail d'origine privée)

Les salariés bénéficient d'une pension d'invalidité de 2^e ou 3^e catégorie (garantie incapacité permanente de travail d'origine privée), en complément de celle versée par la sécurité sociale (telle que définie aux articles L. 341-1 et suivants du code de la sécurité sociale), égale à 25 % du salaire mensuel de référence.

Le versement de la prestation cesse définitivement au décès du salarié ou à la date de liquidation de sa pension de vieillesse du régime de base. »

Article 2

L'article 6 « Cotisations » est modifié comme suit :

« Article 6

Financement du dispositif prévoyance

Le financement du contrat collectif d'assurance souscrit par l'employeur afin de couvrir les garanties collectives complémentaires prévoyance du présent accord, est assuré par une cotisation globale répartie de la façon suivante :

- 51,42 % à la charge de l'employeur ;
- 48,58 % à la charge du salarié.

Par dérogation à ce qui précède, il est précisé que les salariés prennent à leur charge la totalité de la cotisation due au titre de la garantie incapacité permanente de travail d'origine privée mise en place en application du présent accord.

Par ailleurs, la part salariale susmentionnée au 1^{er} alinéa est affectée au financement exclusif de la garantie en cas d'incapacité temporaire de travail (ITT) définie à l'article 4 de l'accord, en raison du principe selon lequel les indemnités journalières complémentaires versées au salarié directement par l'employeur ou pour son compte par l'intermédiaire d'un organisme assureur demeurent – en application des articles L. 136-2, I, L. 242-1 et R. 242-1 du code de la sécurité sociale – soumises aux cotisations de la sécurité sociale, à la CSG et à la CRDS, au prorata du financement patronal.

Pour rappel, l'employeur financera l'intégralité du coût du maintien de salaire prévu en application des dispositions légales (art. L. 1226-1, D. 1226-1 à 8 du code du travail). »

Article 3

Les autres clauses de l'accord ainsi que son annexe demeurent inchangées.

Article 4

Entrée en vigueur

Les dispositions arrêtées au présent avenant prennent effet à compter du premier jour du trimestre suivant celui de la date de parution de l'extension au *Journal officiel*.

Article 5

Dépôt et extension

Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité départementale de l'Orne de la DIRECCTE de Normandie.

Fait à Alençon, le 2 novembre 2016.

(Suivent les signatures.)